

3815
et
3816

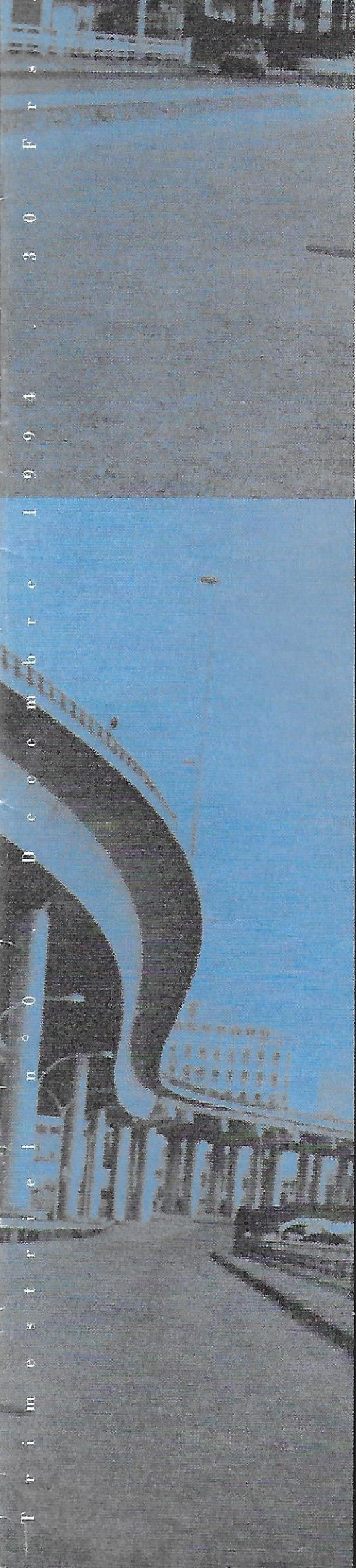
région

Citoyenne

Mars
contre-attaque.

*Tapie, un nouveau
sauveur pour
Marseille ?*

*Bianco,
Chevènement,
Deléage, Hermier :
décomposition,
recomposition à
gauche.*



T r i m e s t r i e l n o 0 . D e c e m b r e 1 9 9 4 . F r s

Intelligence Olivier DULUCQ.....p.3

e n j e u x r é g i o n a u x

Jeu de patience de la démocratie locale

André ASCHIERIp.4

A table *Bernard FILIPPI*p.7

Transports régionaux :

l'urgence d'une autre politique

Bénédict de SAINT LAURENTp.8

Mars contre attaque *Mario FABRE*p.11

o m m a i r e

q u e s t i o n s a c t u e l l e s

Décomposition, recomposition à gauche

Jean Louis BIANCO,

Jean Pierre CHEVENEMENT,

Jean Paul DELEAGE,

Guy HERMIERp.14

La crise algérienne *Sami NAIR* et

Jean François DEBIENNEp.18

p r a t i q u e s c i t o y e n n e s

Des citoyens en quête d'une charte

Alain FOURESTp.20

c h r o n i q u e r é g i o n a l e

Citoyen, citoyenne

Gérard PERRIER, Olivier DULUCQp.22

Tapie, un sauveur pour Marseille ?

Patrick LACOSTEp.23

Intelligence.

rég
citoyen

Chaque jour la vie quotidienne en demande davantage, pour mettre en marche son magnétoscope ou pour apprendre la nécessaire seconde langue. Notre travail, nos loisirs, nos enfants ne s'accrochent pas de la passivité. Bref, quelle que soit l'activité, quel que soit celui qui s'y livre, l'appel est désormais systématique et permanent à ce que chacun peut avoir d'intelligence.

Il n'est à cette règle qu'une seule exception : la politique. Là, on préfère s'adresser aux citoyens comme à des enfants d'une dizaine d'années. Là, on prétend refuser ce que l'on demande ailleurs : "Votez pour moi et je m'occupe du reste" serait le slogan préféré de nombreux responsables, qui ne reculent que devant sa brutale franchise.

Pourquoi tenir l'intelligence des citoyens à l'écart de la chose publique ? Une telle paupérisation intellectuelle de la société politique et de l'Etat produit des effets graves dans la conduite de politiques et de décisions qui exigent une vision à long terme.

Pourquoi donc une revue régionale ?

Nous pensons qu'il existe dans notre région un besoin fort d'un lieu d'expression et de réflexion qui permette de mettre en commun savoirs, expériences et propositions dans le but d'aider la gauche à se reconstruire, se refonder, retrouver la source de ses valeurs.

Nous croyons qu'il existe une maturité suffisante chez les militants associatifs et syndicalistes, adhérents des différents partis de gauche et écologistes, ainsi qu'élus ou universitaires, pour que l'on puisse tenter de créer un lien, non pas consensuel mais ouvert au débat, qui soit une aide à la réflexion et à l'action de chacun sur les enjeux sociaux, urbains et politiques d'une région tenaillée par les politiques libérales.

Une revue trimestrielle, centrée sur les questions d'intérêt régional ou spécifiques à telle ou telle ville, donnant des informations sûres et de qualité, ouverte aux nouveaux champs de recherche et d'action, doit aider au débat politique de fond et permettre au débat public de retrouver ses lettres de noblesse. Ce qui nous importe avant tout est de sortir la gauche de ses préoccupations trop exclusivement idéologico-tactiques (à moins que ce ne soit tactico-idéologiques...). Redécouvrir ce que nul n'aurait jamais dû oublier : la société a droit de cité dans la vie politique.

Notre espoir s'inscrit dans la démocratie de tous les jours, s'enracine dans la réconciliation de l'action politique et de la vie quotidienne, dans la réconciliation de l'Etat et de la société civile, il tire sa force de la réconciliation de l'instant et de la durée. Une telle revue, qui sorte chacun du quotidien sans prétendre à une sociologie abstraite, qui soit ancrée dans la diversité, la richesse, du mouvement social et associatif, peut devenir un outil de citoyenneté, entendue comme la maîtrise des citoyens sur la chose publique.

Cette revue sera peut être le moyen de transformer, pour reprendre une formule de Marcel Gauchet, les démocrates croyants en démocrates pratiquants, les républicains adhérents en républicains militants.

Olivier DULUCQ

Ces pages regroupent un dossier thématique ou une succession d'articles divers

Entre Cannes et Grasse, au centre de l'agglomération Cannes-Antibes-Grasse qui compte 350 000 habitants, Mouans-Sartoux, comme de nombreuses petites communes périphériques, avait vocation à devenir une cité dortoir. Du moins, c'est ainsi que l'entendaient les maires de droite des communes "riches" du littoral. La spéculation foncière, immobilière, effrénée qui sévissait sur le littoral devait rejeter les familles modestes au-delà de la "vue sur mer". Toute l'action municipale a consisté à offrir une cité et un cadre de vie de qualité à ses habitants.

La corruption, les dysfonctionnements, la technocratie, le cynisme, les ruptures sociales font de la démocratie l'enjeu politique majeur de ces prochaines années. Tout cela peut sembler bien général lorsque le propos de cet article est de présenter un essai de démocratie participative locale. Pourtant sans vision globale, il paraît impossible de faire vivre la démocratie au quotidien.

Où est la démocratie ? Ces dernières années ont donné le sentiment que la démocratie, tel un courant impétueux submergeait la planète : ex pays de l'Est, Afrique du Sud, Amérique du Sud.

Depuis cette extension, la démocratie ne resplendit déjà plus du même éclat aux yeux des peuples, les difficultés économiques, l'exclusion, la corruption troublent son image. Surtout elle est secouée par le doute, la défiance à l'égard de ceux qu'elle porte aux responsabilités.

Bien avant les lois de décentralisation, il a fallu faire vivre la démocratie locale. Les lois de 1982 ont doté les collectivités locales de compétences et de responsabilités dont il faut mesurer la juste valeur dans un pays où la culture jacobine et centralisatrice est si affirmée.

C'est peut être cette culture qui a conduit le législateur à confier aux collectivités territoriales et en particulier à leur premier représentant, Président du Conseil Régional, du Conseil Général, Maire (notamment pour ce dernier tous les pouvoirs en matière d'urbanisme, de l'établissement de la règle de son application, du Plan d'Occupation des Sols au permis de construire), le pouvoir réglementaire et exécutif. Il n'est pas dans notre intention d'analyser ici ce phénomène. Si nous attirons l'attention sur ce dysfonctionnement très V^o République, c'est que paradoxalement, dans ce contexte, il revient à l'élu de

susciter, d'encourager la naissance et la vie d'organes de contre pouvoirs. L'écoute, l'observation de ces organes de contre pouvoirs est essentielle à l'exécution de la mission des responsables, de la conduite de la politique de la collectivité.

Comme on le verra, on a tout intérêt pour faire vivre la démocratie à multiplier et diversifier les espaces de réflexion, concertation et confrontation.

Concrètement à Mouans-Sartoux, ces espaces de démocraties s'incarnent dans les associations pour une large part. Le soutien et l'encouragement à la vie associative semblent essentiels au développement de la citoyenneté. Avec un peu plus de 8 000 habitants, la commune compte 80 associations déclarées regroupant plus de 4 000 membres. Il est évident que les associations mouansoises recrutent leurs membres au delà des frontières communales, c'est le signe de leur vitalité.

A côté des associations dont l'action de la ville assure la pérennité, des structures éphémères, ponctuelles, apparaissent et s'éteignent au gré des besoins. Elles peuvent concerner une rue, un quartier ou un ensemble plus vaste de

Jeu de patien

En paraphrasant Condorcet, le but d'une gestion municipale ne devrait pas être de faire admirer aux administrés une législation toute faite mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger. Cet exemple, venu des Alpes Maritimes, devrait nous rendre plus exigeant pour les prochaines échéances municipales. Alors qu'avant la liberté consistait à pouvoir participer à la vie de la Cité, il semble aujourd'hui qu'elle se traduise par le droit de s'en désintéresser. Un progrès ?

l'espace communal, regroupements de personnes concernées par un problème ou un projet particulier : commerçants, sportifs, vieilles familles de la commune; il s'agit toujours de faire naître un mode d'organisation susceptible d'être plus efficace au regard de l'objectif visé.

Le plus souvent, elles prennent la forme de réunions publiques de concertation à chaque étape d'une réalisation : projet, début d'exécution, cours des travaux... autant de fois qu'il est nécessaire afin que la réalisation (programme de logements, aménagement urbain) soit le fruit de la réflexion et de l'adhésion du plus grand nombre.

La même démarche préside à la mobilisation contre les projets qui menacent la commune : implantation d'hypermarchés sur les communes limitrophes, A8 bis, ligne à très haute tension...

Il n'est sans doute pas nécessaire de préciser qu'il est essentiel de jouer jusqu'au bout le jeu de cette concertation.

Elle n'est pas là pour donner le change, à coup sûr, elle raterait son coup. Lors des définitions des Zones d'Aménagement Concerté ou bien des Déclarations d'Utilité Publique des réunions publiques préalables aux réunions légales sont systématiquement organisées : un dialogue réel et approfondi s'y développe.

Il ne s'agit pas non plus de suivre aveuglément les désirs d'une catégorie d'habitants. La ville reste le garant de l'intérêt général. Lorsque chacun joue son rôle, il n'est pas rare de voir surgir les solutions ou les réalisations qui satisfassent à la fois le bien commun et l'intérêt particulier d'une catégorie de la population.

Cette volonté de dialogue voit son couronnement dans la pratique instaurée lors des conseils municipaux.

Quoi de plus officiel qu'une séance du Conseil Municipal ? Pourtant lors de chaque tenue, il est prévu une suspension de séance afin que le public puisse donner son avis sur les questions importantes mises à l'ordre du jour. Cela permet bien souvent de donner une profondeur nouvelle au débat entre élus.

Le débat trouve dans le "Mouansois",



ce de la démocratie locale.

mensuel d'information édité par l'association "Mouans Information", un espace où la polémique partisane n'a pas sa place, mais où peuvent s'exprimer des opinions, des idées en toute liberté. Lieu d'expression des associations mouansoises, il informe, interpelle parfois les services de la ville.

Les modes de concertation sont l'essence de la démocratie participative locale. Ils ne sont pas toute la démocratie locale. La démocratie s'affirme aussi dans les modes de gestion des services municipaux. Les régies municipales sont un pilier trop souvent ignoré (parfois à dessein) de la démocratie locale. Avec elles, le citoyen garde non seulement un droit de contrôle mais aussi une capacité d'intervention sur le devenir et les orientations des services publics locaux.

La Régie Municipale des Eaux et de l'Assainissement de Mouans-Sartoux est la seule de ce statut pour les villes de plus de 5 000 habitants dans les Alpes-Maritimes. Elle atteint les performances techniques et économiques

des sociétés concessionnaires privées en proposant l'eau à un prix nettement moins élevé, grâce à la mise en place d'un système de télésurveillance et de télégestion très sophistiqué. Ces atouts lui permettent de résister aux sociétés à monopole, la Générale et la Lyonnaise, qui se partagent le département.

Les Pompes Funèbres, service généralement concédé, est resté ici en Régie Municipale, ce qui permet aux familles frappées par un deuil d'avoir un service de grande qualité (sans guerre économique comme on a pu le voir à maintes reprises entre sociétés privées) et gratuit. La Régie des Transports, la restauration scolaire, la collecte des déchets, restent des services publics gérés par la ville, ils garantissent la maîtrise des coûts et la qualité.

Ces qualités de service ne nécessiteront pas des impôts plus lourds qu'ailleurs. Au contraire, Mouans-Sartoux est la ville de plus de 5 000 habitants du département où les trois taxes principales (habitation, foncier bâti et professionnelle) sont les plus faibles (infé-

rieures de moitié à la moyenne départementale).

Pourtant les besoins d'investissements de la ville ont été énormes lors de la décennie écoulée. Un taux de croissance parmi les plus élevés au sein de l'agglomération Cannes-Grasse-Antibes qui connaît le plus élevé de France : 2% par an. Il a fallu réaliser les infrastructures indispensables : écoles, crèches, voirie et le développement de tous les services qui les accompagnent.

La maîtrise foncière, seule arme efficace contre la spéculation, a permis de réaliser tous les équipements administratifs, sportifs, sociaux, culturels, éducatifs en centre ville, dans un rayon de 500 m et tous accessibles sans nécessité d'utiliser la voiture.

Cette maîtrise foncière ne se décrète pas, elle se construit dans la durée : 17 ha de réserves foncières achetées autour du village (qui n'en compte lui-même que quatre) et acquisition de 100 ha de forêt communale.



Le Plan d'Occupation des Sols a été élaboré sans recourir à un bureau d'études, mais avec la population et des universitaires : 6 années de concertation qui ont permis de modeler le territoire de la commune selon les souhaits des habitants. Une volonté et un projet de développement doivent nécessairement présider à sa réalisation progressive.

L'argent indispensable à la conduite d'une telle politique a été recueilli grâce au développement économique de la commune. Dès 1980, la ville s'est faite maître d'oeuvre d'un parc d'activités né ex nihilo. Allant jusqu'à construire deux bâtiments livrés clé en main à un industriel et à une administration.

Là encore, réunions de concertation, élaboration des cahiers des charges avec les futurs industriels eux mêmes ont permis de bâtir une zone "sur mesure". Le prix des terrains équipés par la ville, le taux de la Taxe Professionnelle (10 %), sa conception paysagère ont forgé son succès : 110 entreprises installées en 8 ans représentant 1 500 emplois.

Ce parc a permis à un village destiné à devenir une cité dortoir d'éviter ce scénario cauchemardesque qu'ont connu tant de bourgs situés à la périphérie des grands centres urbains. Rester une ville active pour des actifs, c'est régénérer la sève de la vie démocratique.

Le taux qui mesure le nombre d'emplois par rapport au nombre d'actifs vivant sur la commune est passé en 15 ans de 30 à 71 %, dans le même temps, la population était multipliée par plus de 3 ! La construction de 400 loge-

ments sociaux locatifs ou en accession à la propriété, a fait passer de 0 à 17 % la proportion de ce type de logements.

Pour assurer sa pérennité, la démocratie participative a besoin de se renouveler, de s'enrichir à mesure qu'elle avance. Le danger mortel qui la guette est l'immobilisme ou le contentement de soi.

Créer de nouveaux espaces d'expression en particulier dans lesquels la jeunesse pourra accéder à la citoyenneté et à la responsabilité sociale (la responsabilité professionnelle et économique lui étant de plus en plus refusée) est une nécessité incontournable. C'est assurément l'enjeu des prochaines années pour des villes "citoyennes".

Pour conclure, il sera peut être intéressant de noter que c'est cette voie que s'est tracée la ville de Mouans-Sartoux, il y a près de 20 ans. Elle l'a fait certai-

nement parce qu'elle se savait isolée dans un environnement politique hostile. La droite compte dans ses rangs l'ensemble des députés et sénateurs, la majorité écrasante des Conseillers Généraux, la plupart des Maires des villes du département. Sachant ne pouvoir compter que sur ses propres forces, elle possédait peu. Sa richesse fut ces hommes et ces femmes qui désirent construire une ville répondant aux besoins de tous, accompagnés de leur volonté de rester libres et maîtres de leur destin, au moins à l'intérieur des frontières communales.

André ASCHIERI

*Maire de Mouans-Sartoux
(Alpes Maritimes)
Conseiller Régional écologiste*



Mars contre-attaque.

Véritable arlésienne des dizaines de projets pour "sauver" Marseille, Euroméditerranée en est le plus gros, nécessitant une véritable mise sous tutelle de Marseille par l'Etat. L'apathie et l'incohérence des pouvoirs locaux, jointe à l'énormité des investissements, ont conduit l'Etat à se faire pilote du projet, mettant en question la réalité de la Décentralisation.

Audace d'un projet ambitieux sur le long terme, mais absence des étapes concertées de la mise en oeuvre : les deux démarches se devraient d'être nécessairement solidaires. Déroger à la visée ultime, ce serait renouer avec le bricolage inopérant ou néfaste pour Marseille ; contrevenir à la méthode participative, comme c'est dès aujourd'hui le cas, c'est provoquer des embardées sociales et compromettre à terme tout l'édifice. Rien ne se réalisera dans le sauvetage de Marseille qui n'ait été préalablement expliqué et dont on n'ait donné une chance aux citoyens d'être partie prenante. Et pourtant, Euroméditerranée...

"On a fini de pleurer, Phocée s'est réveillée... Français voilez-vous la face, Mars contre attaque." Ainsi s'exprime le groupe de rapeurs marseillais IAM, dans l'ambiance légèrement paranoïaque de la grande ville du Sud. Ils ne pensaient sans doute pas au des-

tin de "grande métropole maritime internationale" qui est promis à leur cité, à travers le vaste projet urbain de restructuration du centre-ville de Marseille, baptisé "Euroméditerranée". Comme l'immense majorité des citoyens, ils ne pouvaient connaître le contenu d'un projet resté jusqu'à ces derniers jours largement confidentiel. On leur dit pourtant que Marseille aurait enfin trouvé là son projet phare, celui qui va faire levier pour sortir la ville de la crise, celui qui s'impose après une décennie de débats marseillais, pendant laquelle, d'un discours conjuratoire à un autre, toutes les panacées ont pu être évoquées, d'une vraie technopole qui ne se décréte pas à la reconquête urbaine de friches portuaires qui n'existaient pas.

Non, Marseille n'est pas abandonnée, ni victime d'un complot. Face à une crise urbaine bien réelle, qui peut aussi servir d'alibi, il a été décidé au sommet de l'Etat de reprendre le destin de la ville en main, par une "Opération d'Intérêt National". Il ne faut pas trop se laisser impressionner par les chiffres qui viennent ici légitimer une intervention forte de l'Etat : 300 hectares de périmètre d'intervention, plus d'1 million de m² à construire, une première injection d'1.7 milliards de F. d'investissements publics. Le même procédé a été utilisé pour l'opération de Fos. Il s'agissait à l'époque de maîtriser, par les procédures "villes nouvelles", dans les délais requis, l'urbanisation induite par l'implantation de grandes industries, qui sans cela n'auraient pu socialement fonctionner. Après ce changement de l'échelle urbano-portuaire, à la

conquête de l'Ouest vers le débouché rhodanien, Euroméditerranée opère le retour sur la cité-mère, à la reconquête de son centre, pour se refaire une centralité perdue. Changement d'époque. Il s'agit dès lors d'une politique volontariste d'offre territoriale dans la concurrence des Euro-cités qui doit plus à la financiarisation de l'économie qu'à son industrialisation. L'attraction des fonctions métropolitaines qui font défaut à Marseille passe ici nécessairement par la forme urbaine où la puissance publique prépare le terrain à de grands opérateurs privés qui offrent des m² mais pas directement des emplois.

Le concept du projet fait l'objet d'un quasi consensus des décideurs locaux. Mais quand il y a consensus sur un projet on oublie souvent de réfléchir, de le mettre en débat et de le corriger. Il faut le mettre sous la haute surveillance des Marseillais et de ses élus. Une opération de cette ampleur ne pourra résulter d'un grand geste technocratique. Elle sera longue et complexe. Le paradigme de la métropole qui impose ici la figure du centre d'affaire avec ses standards internationaux devra s'adapter à l'histoire, à la mémoire et aux fonctions existantes des lieux.

Le nouvel imaginaire de Marseille

Euroméditerranée répond à l'impérative mais problématique nécessité de retrouver une métropole maritime sur la façade méditerranéenne. Ceci à travers la recomposition de la morphologie et des fonctions d'un espace central qui, depuis un peu plus d'un siècle, est en quelque sorte le "triangle des Bermudes" de la métropole marseillaise. Là se sont évanouies deux tentatives de déplacement du centre-ville vers le Nord industriel et portuaire. A la fin du siècle dernier l'échec des financiers Mirès et des frères Pereire provoque une crise immobilière retentissante, dans une ville rétive à son haussmannisation. Dans les années 70, le projet d'un centre directionnel au débouché d'une autoroute qui trace en direction du centre-ville une véritable cicatrice dans le tissu urbain se dissipe avec le mirage du tertiaire supérieur attendu de Fos.

Sur un site exceptionnel en limite d'un front de mer, que la rente foncière disputée à la valeur ajoutée portuaire, la présente tentative projette sur trois échelles imbriquées un lieu symbolique de l'ancrage de Marseille dans les réseaux de l'économie maritime mondiale : de faire évoluer les rapports entre le port et la ville; de recomposer en la rééquilibrant la centralité de l'aire métropolitaine marseillaise et de positionner Marseille sur une offre internationale de la France en Europe du Sud.

Autour de ce site se joue les trois figures singulières de la crise de la ville qui font en même temps les trois exceptions marseillaises : le port actif dans la ville, la métropolisation éclatée, la paupérisation du centre.

Ce qui fait le lien entre ces trois phénomènes, plutôt exceptionnels en France, mais non pas dans la plupart des grandes villes-port occidentales, est à rechercher dans les transformations de l'économie portuaire qui induisent un lent processus de déconnexion du port de la ville. Ce divorce se traduit généralement par une dégradation de la situation de l'emploi, un fort déclin démographique et une polarisation sociale aiguë où les quartiers populaires restent ancrés à proximité des anciens lieux de travail portuaires. L'extension de l'équipement portuaire est davantage consommatrice d'espace, mais moins créatrice d'emplois. En perdant leur arrière port industriel et leur centre d'affaire qui jouait un rôle directeur dans les échanges, les fonctions portuaires changent d'échelle et de lieux de commandement. L'espace

industrialisé du port qui a perdu l'urbanité de la densité des anciens docks devient une plateforme technique horizontale de la fluidité optimum des marchandises. Le port paraît vide parce que tout y circule plus vite. Le port n'appartient plus à la ville qui veut retrouver l'accès à la mer. C'est le plus souvent des emplois nouveaux, une urbanité, qu'il s'agit pour ces villes de recomposer, en surmontant un mode particulier de crise des politiques locales dans la recherche d'un consensus sur les visées de la métropolisation portée sur la restructuration des espaces portuaires centraux.

Marseille est face à trois modèles alternatifs du devenir des villes-port :

La ville-port territoriale où un pôle d'affaire et de la logistique offre à un hinterland industriel puissant sa capacité à nouer des échanges et se réinvestit dans les nouveaux territoires de l'économie portuaire;

La ville portuaire technopolitaine qui réussit sa reconversion dans les nouveaux systèmes productifs, pouvant s'accompagner de l'essor d'une fonction touristique et résidentielle;

La "ville providence" (Welfare City) qui n'a pas réussi la recomposition du système urbano-portuaire et vit de fonctions administratives et de transferts sociaux.

Moment privilégié pour observer comment sont pensées les choses avant qu'elles ne se fassent éventuellement, l'avenir de Marseille commence alors par se construire dans des discours, des spéculations, un imaginaire qui réactive le rêve Saint-Simonien, de Talabot,

d'une plaque tournante des échanges. A la fin des années 80, des équipes d'architectes rivalisent dans des propositions d'images de la métropole futuriste sur l'eau. Inventant des friches portuaires pour dessiner des petits Manhattans ou des Croisettes balnéaires, certains plaquent sans discernement un kaléidoscope de référents aux fronts de mer anglo-saxons.

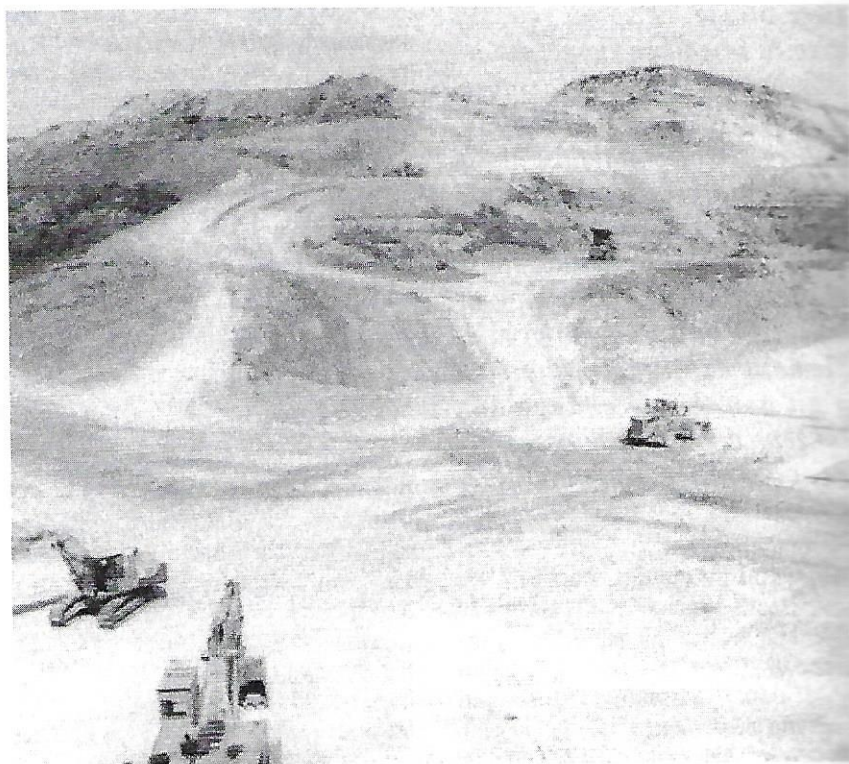
A ces premières visions architecturales sans contenu économique et décalées de la réalité sociale urbaine succède un projet de centralité où les fonctions métropolitaines à accueillir vont se servir de l'image de la ville portuaire. L'ambition du centre d'affaire doit se donner à voir dans la qualité urbanistique et architecturale d'un quartier multifonctionnel qui ne peut être ni une mini Défense, ni la Promenade des Anglais.

Le port a besoin de la ville et la ville a besoin du port. La réflexion évolue vers un urbanisme de cohabitation entre de nouvelles fonctions et les contraintes de l'équipement portuaire, un urbanisme qui répare les fractures du tissu urbain.

Refaire un morceau de ville

Il s'agit ici de refaire la ville sur la ville, là où elle paraît inachevée, juxtaposition d'ordre et de chaos, fragments de beauté et de désolation, mais là où elle est portée par son imaginaire le plus puissant : un lieu de transit.

La consultation de quatre équipes d'architectes-urbanistes (A. Rossi/X. Fabre, Morales, Grumbach, Atelier 9)



est instructive. La plupart se sont heurtés à l'ampleur de l'espace à traiter et aux nécessités de fonctionnement de l'espace de travail du port. Des convergences sont pourtant apparues : maintenir l'activité portuaire à la Joliette; casser les autoroutes dans leur parcours urbain; restaurer l'axe historique qui passe par la porte d'Aix; ne pas se contenter de construire un front maritime; assurer le lien avec les quartiers nord; sortir de la vision du centre d'affaire pour réfléchir à un nouveau quartier... Tous ont été tentés de mettre de l'ordre dans l'éclatement des morceaux de ville, d'effacer les coupures entre quartiers pour retrouver un centre. Pour A. Rossi et X. Fabre "l'enjeu d'Euroméditerranée dépasse celui des formes urbaines, il concerne la recomposition du centre historique de Marseille à partir de sa propre histoire : il faut construire le nouveau Vieux Port de Marseille". Grumbach propose de "transformer le lotissement industriel de la Villette en une cité jardin mêlant habitat et travail". Pour lui, la reconquête de Marseille ne se fera pas "à coups d'urbanisme médiatique... Euroméditerranée se fera par de la microchirurgie et de l'acupuncture". L'époque et Marseille attendent une réponse différente du modèle international anonyme du centre d'affaire. Un lieu de vie méditerranéen pour les Marseillais dans une nouvelle alliance du port et de la ville. Dans les modes dominants de production urbaine, rien n'est moins sûr qu'on sache le faire. Comment moderniser sans exclure dans un centre populaire ? A la péri-

phérie du périmètre choisi pour le projet commence l'espace du littoral nord de Marseille où se concentre une paupérisation massive où plus d'un tiers de la population marseillaise vit là avec un taux de chômage de 30%. Là est la première des priorités pour recoudre à la fois le tissu urbain et le tissu social. L'insertion des habitants de ces quartiers en crise dans un développement global de la métropole est incontournable pour le renouveau marseillais. Sans misérabilisme, il faut faire évoluer le centre dans sa diversité sociale. En a-t-on la volonté et les moyens politiques, ou bien est-on toujours sur le mythe d'un retour des couches moyennes, à l'inverse du rapport atypique du centre et de la périphérie marseillaise ?

On a le droit de s'interroger sur la stratégie choisie pour sortir la région marseillaise de sa crise qui consiste à concentrer les efforts sur un seul site et un même groupe de fonctions. L'enjeu est de créer des emplois métropolitains et des emplois liés à la fonction portuaire. Pour qu'Euroméditerranée ne soit pas une coquille vide ou une centralité spatiale sans centralité fonctionnelle, une politique qui se résumerait à un essor d'une demande endogène de services métropolitains du tissu économique local, est un pari risqué. Marseille n'est pas sur la liste des investisseurs internationaux. Son insertion internationale reste très moyenne. Les besoins d'extension du tertiaire portuaire marseillais sont faibles sans un développement très important des trafics. L'invitation à "revisiter la tradi-

tion du négoce industrialisant" n'est pas à écarter dans la mesure où Marseille à l'instar des ports du nord peut gagner en fonctions de redistribution, mais cela demeure une perspective courte car la rupture de charge portuaire n'a plus les mêmes effets industrialisants. La fonction de transit est importante pour Marseille, mais mieux est encore d'échanger en construisant son offre sur des bases industrielles, plutôt que de se contenter de voir passer les produits des autres. Encore faut-il pour cela avoir des partenaires. Marseille souffre plus qu'une autre de l'absence d'une politique euro-méditerranéenne digne de ce nom. Euroméditerranée ne se fera pas sans la Méditerranée.

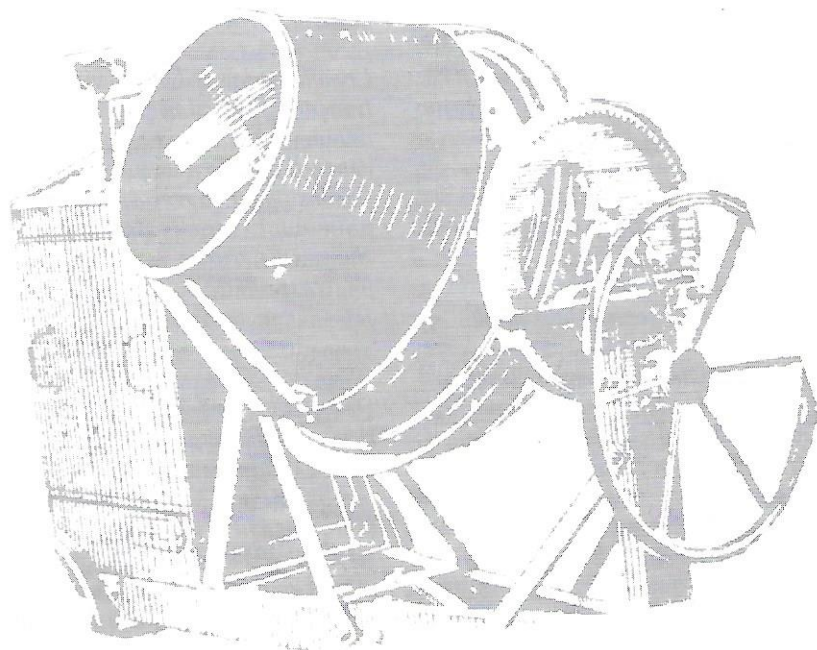
Euroméditerranée ne se fera pas non plus sans la modernisation du port qui réclame autant de crédits que ceux prévus pour le projet urbain. Celui-ci doit être mené de pair avec les besoins d'espaces et les infrastructures de transports terrestres, d'un fonctionnement accru des activités portuaires et liées, dans et hors enceinte du port.

Il ne se bâtira pas, même en vingt ans, 1 million de m² par un coup de baguette magique. Le programme de bureaux a été revu à la baisse, 50 000 m² sur 5 ans, c'est l'équivalent des Docks PLM dont la réhabilitation est plutôt réussie. Mais le projet actuel suppose encore de capter l'essentiel du marché local de bureaux de geler éventuellement d'autres opérations, et de renverser les dynamiques spatiales de l'aire métropolitaine où le centre de gravité se déplace vers la périphérie. Le projet doit être mené de pair avec la mise en valeur économique des quartiers nord. Il suppose pour être mené à bien un schéma de cohérence spatiale du département, de mettre en capacité le plateau St Charles d'accueillir les nouveaux services du TGV et du réseau express métropolitain, soit encore d'arbitrer la concurrence suicidaire entre Aix et Marseille et en vérité aussi de casser la concentration parisienne.

La polarisation des fonctions métropolitaines sur un petit nombre de sites sur le territoire national que sélectionne une nouvelle filière spécialisée d'opérateurs de centres d'affaires implique un jeu spéculatif qui n'est possible que dans quelques villes. A trop vouloir y gagner Marseille pourrait y perdre son identité. Il faut du temps pour faire un morceau de ville viable.

Mario FABRE

Economiste.



décomposition, recomposition à gauche.

q u e s t i o n s
a c t u e l l e s

Les débats sur la recomposition à gauche à partir d'intervenants régionaux (ou nationaux) qui débattent de questions nationales ou internationales.

Ainsi la gauche entre-t-elle, comme la Révolution Française, dans l'ordre de la commémoration : fascinante tant qu'elle restait une possibilité, elle est peut être devenue aujourd'hui l'autre nom de l'indifférence envers le monde et même envers toute forme d'organisation de la cité.

Après la composition de la gauche avec le pouvoir, la décomposition lors des dernières échéances électorales, la recomposition viendrait...

Interviews ...

La gauche connaît une crise majeure, au terme des deux septennats de François Mitterrand. La nécessité s'impose d'une recomposition, voire d'une refondation, de la gauche, de son pouvoir à d'autres compo-

santes des forces de progrès, afin d'ouvrir une nouvelle perspective de changement.

Comment envisagez-vous cette question notamment dans la perspective des prochaines échéances questions présidentielle et municipales ?

Jean-Louis BIANCO
ancien ministre

Pas de changement sans projet

Chaque semaine qui passe nous apporte son lot de sondages, Balladur est devant Chirac, Delors remonte. Delors battrait Chirac, Balladur battrait Delors...

Comme beaucoup d'hommes et de femmes de gauche, je souhaite que Jacques Delors soit candidat, et j'espère qu'il le sera. Mais il serait dangereux de se contenter de la guerre des chefs à droite et d'une candidature

Delors à gauche. Les hommes et les femmes attendent autre chose : un projet qui tire les leçons des échecs passés et redonne à chacun des raisons d'espérer.

Comme toujours dans la vie politique française, l'élection présidentielle est une occasion à saisir pour ouvrir le débat. Il nous faut un projet, pour trois raisons : pour gagner en mai prochain, pour avoir en cas de victoire des chances de réussir, cette fois, et enfin, pour asseoir la recomposition ou la refondation de la gauche.

Que cette refondation soit nécessaire, il n'y a pas de doute et il n'est pas besoin d'argumenter. Mais je ne crois pas qu'elle soit possible sans être liée à la recherche d'un projet. Elle ne peut se faire uniquement autour d'un homme, ni par la volonté des appareils politiques, ni même grâce aux aspirations de "la base". Sans débat de fond simultané, elle est à mon avis condamnée à échouer.

Mais nous ne faisons pas d'illusions : il ne suffit pas de constater l'insuffisance de ce qui existe ou une aspiration à "autre chose" pour que cette refondation puisse réussir. C'est une aventure qui sera très difficile, probablement longue et qui se fera presque inévitablement dans la douleur.

Quelles forces pourraient y participer ?

Toute exclusive au départ me paraît dangereuse, car on ne construit rien à partir des excommunications. Puisqu'il s'agit d'une dynamique, il faut parier qu'elle conduira à la transformation à la fois des organisations et des individus qui s'y engageraient. À côté des organisations politiques, devraient participer les associations et, s'ils l'acceptent, au moins à titre d'observateurs, les syndicats. La difficulté principale est de ne pas se limiter à un débat entre organisations. Symétriquement, il serait illusoire de croire qu'une telle refondation s'accomplira uniquement à partir d'initiatives citoyennes de base, même si elles peuvent être décisives pour créer le mouvement.

Quand ? Rien de décisif ne peut se faire, me semble-t-il, avant l'élection présidentielle. Bien sûr des regroupements s'esquissent ici ou là en vue des municipales ou des présidentielles.

La démarche des assises de la transformation sociale n'était pas dépourvue d'intérêt, même si elle n'a pas donné tout ce qu'on pouvait en attendre.

Mais jusqu'en juin 1995, les organisations et les militants seront mobilisés prioritairement par les élections. Entendons-nous bien : que la gauche gagne ou perde la présidentielle, il est impératif d'organiser une refondation à partir de cette échéance. Bien sûr la question se posera dans des termes très différents selon ce que sera le résultat. Mais elle se posera de toute manière, avec la même importance et avec la même urgence.

Pour l'instant, je propose qu'on en revienne aux idées. Débattre d'un projet ne signifie pas qu'il faille être d'accord sur tout. Ce qui me paraît vital c'est de faire émerger des idées neuves pour un monde qui a changé. Ici ou là, on distingue les premières pistes, certaines ne sont pas nouvelles. Encore faut-il articuler un raisonnement et le cristalliser dans des objectifs simples.

Quelles questions sont à débattre ? La liste pourrait être très longue, donc je simplifie.

1) Quelle analyse faisons-nous de la société française et du monde ?

Les classes sociales sont-elles mortes ? Si non, qu'est-ce qui fonde aujourd'hui l'appartenance de classe et le clivage entre classes sociales ? L'exclusion est-elle un concept pertinent, insuffisant, dangereux ? À qui parlons-nous ? Pour qui voulons-nous prioritairement travailler : les exclus, les ouvriers, les salariés, les cadres moyens, les jeunes, les innovateurs, tout cela ensemble ? Avec quelles contradictions d'intérêt ?



2) Sur l'emploi, le point de départ est qu'il faut une révolution mentale.

Nous avons changé le monde et beaucoup ne s'en sont pas encore aperçus. La situation technologique (informatique + télécommunications + développement de l'immatériel) a comme conséquence inéluctable, dans beaucoup de secteurs, le remplacement de l'homme par la machine. Il faut donc taxer plus le capital et moins le travail et réduire considérablement la durée du travail. Les 35 heures sont insuffisantes, parce qu'elles ne conduiront pas à une vraie réorganisation du travail et de la vie.

L'objectif, ce n'est plus le plein emploi, c'est la pleine activité. À partir d'une loi-cadre, ouvrons le débat dans chaque atelier, dans chaque bureau, sur l'organisation et la durée du travail : calculée sur une vie, sur une année, semaine de quatre jours, travail partagé, liberté le mercredi ou pour les vacances scolaires... Tout cela est négociable, tout est à inventer, y compris les conditions d'une meilleure efficacité sociale de la production.

3) Pour l'international, il faut partir du refus du libre-échange imposé par le GATT. Sommes nous d'accord là-dessus, pour remplacer les négociations sur la seule concurrence par des accords de co-développement (emploi, environnement, social, monnaie, commerce) de région du monde à région du monde ? Si oui, comment faire pour que cette idée passe de l'utopie à la pratique, ce qui ne sera pas une mince affaire !

4) Pour l'aménagement du territoire, abandonner la stricte notion de renta-



bilité des services publics, oui mais attention ! Tout à un coût. Si l'on maintient des services publics déficitaires, même si cela a des effets positifs sur le développement et les conditions de vie, il faudra bien que quelqu'un paye.

5) Pour la citoyenneté, ouvrons tous les chantiers qui permettront aux citoyens de peser beaucoup plus sur les décisions qui les concernent : dans la commune, à l'école, dans le logement, dans l'entreprise...

6) Pour retrouver confiance dans la politique, favorisons l'émergence d'une génération morale. Sommes nous d'accord pour entre autre, diminuer le plafonds des dépenses pour les présidentielles et les législatives, pour interdire le financement des partis et des campagnes électorales par les entreprises, pour assister à une véritable transparence de la gestion locale ?

Nous avons tant à faire ensemble pour recréer, comme le dit si bien Bertrand Renouvin, la douceur de l'avenir ■

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Député, ancien ministre

Refonder toute la gauche sur une base républicaine.

L'actuelle décomposition de la vie politique française et de la gauche constituent paradoxalement la chance d'un projet de refondation d'un pôle de progrès, capable d'assurer le lien entre le monde du travail et la nation. Car ce sont là les deux pôles de résistance au libéralisme. Refonder toute la gauche sur une base républicaine, voilà quel pourrait être le projet d'une entreprise de rénovation de la vie publique aujourd'hui. Car c'est la République aujourd'hui qui est en cause. C'est l'identité républicaine de la France qu'au nom de Maastricht on nous demande de changer.

Je ne mésestime nullement les obstacles qui s'opposent à une refondation républicaine : le fatalisme, la résignation au déclin, l'égoïsme des nantis et plus que tout la logique du capital financier qui s'impose sous couvert de "réalisme" à une bonne part de la gauche. Au sein du Parti socialiste, la remise en cause de la dérive libérale qui a conduit à la déroute est repensée à demain. L'espoir d'une victoire aux présidentielles retarde le nécessaire aggiornamento. Et quelle contradiction entre la volonté d'un réancrage à gauche et l'appel suppliant à celui qui, du tournant libéral de 1983 au traité de Maastricht, incarne précisément le ralliement à l'ordre établi. Le Parti communiste ne paraît pas à ce jour en mesure de s'engager dans un processus de transformation qui soit à la hauteur des événements survenus en Europe, de la perestroïka à la chute du mur de Berlin. Et pourtant les clivages nés en 1920 à Tours ont perdu toute pertinence.

Les autres formations de la gauche critique doivent, pour peser sur la réalité, ne plus confondre leur être avec leur raison d'être. L'écologie politique, grisée par les succès de 1992, ne constitue pas aujourd'hui le môle à partir duquel on pourrait reconstruire la gauche, loin s'en faut.

C'est donc toute la gauche qu'il s'agit de reconstruire. Le Mouvement des Citoyens a résolu pour sa part, de nouer tous les dialogues utiles et d'abord avec les grands partis. Notre tâche n'est-elle pas d'avancer les conditions d'un dépassement de clivages aujourd'hui périmés pour faire naître en France un grand parti de

progrès capable de réunir toutes les composantes de la gauche, et dès lors de rassembler au delà ?

Mais c'est pour proposer une autre politique que la gauche peut se rassembler. Autour du social-libéralisme et dans le cadre d'une petite Europe à cinq dominée par les banques allemandes, il n'y aura ni union ni renouveau.

La recomposition passera au contraire par la redécouverte du politique et de la dimension nationale, dont l'occultation a servi et sert l'ordre établi, bref de modèle républicain et de ses virtualités. Après la faillite du communisme et l'échec de la social-démocratie, la gauche toute entière doit être refondée sur une ample vision d'avenir à portée universelle. Nous proposons de fonder cette alternative sur le système de valeurs que constituent la Citoyenneté, la République, la Raison.

La République est action pour la justice, l'égalité, les droits du citoyen et d'abord le droit au travail. Elle revendique la liberté et l'indépendance, rejette le pouvoir non élu des oligarchies, combat l'esprit de Maastricht qui dérobe aux citoyens et aux autorités élues leurs pouvoirs pour les transférer à des fonctionnaires ou à des Banques centrales indépendantes de tout contrôle démocratique.

La Citoyenneté à d'immenses terrains à conquérir : politique de la ville, du logement, de l'aménagement du territoire, de l'intégration, droits des salariés dans l'entreprise, droit du sol, lutte contre les exclusions...

La Raison éclairera le combat contre tous les intégrismes, le culte de l'immédiat, le bluff et l'esbroufe médiatiques, le bourrage de crânes.

Entre la République et le libéralisme, la gauche refondée choisira clairement, et son engagement vaudra ici comme ailleurs : la liberté des peuples contre le nouvel ordre mondial, et particulièrement une Europe des peuples et non une Europe des oligarchies, la démocratie contre la normalisation du monde, la laïcité contre tous les intégrismes.

Cette entreprise sera une longue marche. Nous l'entreprendrons en ayant à cœur de développer des pratiques citoyennes, c'est à dire des actions capables de lier les enjeux concrets - logement, école, défense des services publics, emploi, intégration -

à un projet politique. En ce sens, la refondation commence sans attendre : la gauche et la France auront le sens que nous leur donnerons ■

Jean-Paul DELEAGE

Directeur de la revue Ecologie Politique

Quatre conditions pour la rénovation à gauche

La première condition est d'inscrire cette rénovation dans des courants historiques de longue portée, car aucun mouvement politique ne peut prétendre partir de zéro ou "du passé faire table rase". Le mouvement pour le socialisme aura sans doute été le plus profond, le plus durable et le plus généraliste d'entre eux. Il continue à porter l'espérance de millions d'êtres humains. Et pourtant, il est à bout de souffle. Restent deux partis. Le PCF avec sa diaspora commencerait-il seulement à se poser la question de sa rénovation, qu'il serait déjà bien trop tard. En tant que tel, le PC, n'a plus d'espace propre en France et se trouve isolé sur la scène mondiale. Le second, le PS, symbolise encore un espoir de réforme et dispose d'un réseau international. Il incarne pour beaucoup de gens des valeurs positives : justice sociale, République, laïcité. Mais dans le même temps, la social démocratie est menacée d'asphyxie si elle ne rompt pas avec tout ce qui a alimenté la défiance de ses propres partisans, des batailles d'appareil à l'orthodoxie économique, du maintien de l'arme nucléaire à la guerre du Golfe, sans parler de l'essentiel, la difficulté à promouvoir des réformes radicales, des réformes qui s'attaquent à la racine des maladies qui rongent l'humanité et ravagent la planète. Sans doute à cet égard, l'une des causes de l'échec gouvernemental de la gauche aura été liée à la mondialisation de l'économie. En acceptant de travailler sur les marges du capitalisme mondial, on en arrive à renoncer à le changer. C'est de ne pas avoir été assez socialiste et démocratique que la gauche au pouvoir a été désavouée.

La deuxième condition est la prise en compte des exigences nouvelles de nos sociétés. De ce point de vue, l'écologie constitue le courant politique le plus novateur de cette fin de siècle. Elle montre que sur une planète aux dimensions finies, nous vivons désormais dans les sociétés du risque majeur. Pour que l'argent produise toujours plus d'argent, et toujours plus vite, les ressources de la nature ont été systé-

matiquement gaspillées par la logique dévorante du profit. La biosphère est sacrifiée, et les humains subissent massivement les maladies infligées à la planète par l'irresponsabilité de la civilisation industrielle. Au Nord, "la dépression nerveuse universelle" dans l'overdose de la consommation annoncée par Keynes dans un texte prophétique publié en 1930. Au Sud, l'immensité des besoins élémentaires non satisfaits pour des centaines de millions de personnes. La mondialisation de l'économie a projeté l'homme dans une économie-monde qui place toute action politique devant de nouveaux défis. Les écologistes doivent néanmoins reconnaître qu'ils se sont rassemblés plus sur une attitude critique que sur une stratégie politique claire. A force de jouer sur l'ambiguïté du ni-ni, ils sont eux aussi devenus des gagne-petits de la politique et quelquefois supplétiifs d'un capitalisme vert.

La troisième condition réside dans la formulation d'objectifs compréhensibles par une large majorité, sans oublier les dimensions européenne et mondiale de ces objectifs. Leurs axes fondateurs sont la démocratie à tous les niveaux de décision, l'égalité sociale contre toutes les formes d'exclusion par le chômage, le sexe, l'appartenance ethnique ou religieuse. Enfin un nouveau modèle économique de développement durable impulsé par des politiques publiques fortes, prenant à bras le corps les exigences de reconversion industrielles, agricoles... Si, en effet, on reste sur les chemins actuels

qui refusent le laminage par l'économie libérale. Il faut en appeler à un principe d'égalité, d'indépendance entre partis, syndicats et associations. Cela est indispensable à la crédibilité de toute tentative de rénovation de la politique à gauche. Le changement social sera le fruit de la mobilisation de la société elle-même, que l'action politique peut catalyser et doit inscrire dans la durée. Et cela dans une lutte au quotidien, opiniâtre contre les mesures régressives du gouvernement de droite.

Pour conclure, s'ils restent ce qu'ils sont, sans l'apport de l'écologie, le courant et l'idée socialistes n'ont aucun avenir, sinon de jouer sur les marges de la société à irresponsabilité illimitée que constitue le capitalisme mondial. Sans l'idée socialiste, il n'y a pas d'autre écologie que de droite, réactionnaire. Il est donc temps de procéder à une réévaluation critique réciprocque, hors de toute polémique inutile. Sans une confrontation raisonnée et un mutuel investissement, les forces socialistes resteront prisonnières de leurs schémas productivistes et technocratiques, les écologistes ne seront que le levier d'autotransformation du système en l'une de ses nouvelles variantes, l'écocapitalisme.

Il y a presque vingt ans René Dumont écrivait un livre intitulé "Seule une écologie socialiste"... et ajoutait-il, "seule une écologie socialiste peut nous aider à survivre. Il faut l'édifier pas à pas". Pas à pas en effet, avec le mouvement réel de la société, mais à

France et dans le monde. Plus qu'une recomposition c'est une refondation de la gauche que ce changement d'époque exige.

Et d'abord pour ouvrir une vraie perspective alternative de progrès. Les faillites parallèles des systèmes dits communistes et de la social-démocratie, par exemple dans notre pays, comme la complexité des sociétés développées, les caractéristiques et les contradictions nouvelles du capitalisme, la mondialisation des problèmes, obligent à repenser ce que peut être un projet radical de transformation sociale dans les conditions d'aujourd'hui.

Ne nous dissimulons pas les difficultés de la tâche. Elle implique un effort d'analyse critique et d'invention prospective sans doute à longue portée. Et pourtant il y a urgence.

De terribles problèmes ne peuvent plus attendre : drame du chômage, crise dans les villes, montée des exclusions, désarroi des jeunes, ravages de la rentabilité financière à tous crins, mise à mal de la démocratie, flambée des violences en Europe et dans le monde. Et cela alors que s'accumulent à grande vitesse les conditions matérielles et les aspirations humaines qui donnent corps au projet d'une civilisation différente.

Urgence aussi à quelques mois des élections présidentielle et municipales. A l'approche de ces échéances majeures la droite se déchire. Tant

q u e s t i o n s a c t u e l l e s

de la croissance; si l'on joue l'une contre l'autre crise économique et crise écologique; si les associations patronales, à chaque mesure prise en faveur de l'environnement, se lamentent sur leur perte de compétitivité; si, sous chaque mesure pour économiser l'énergie, les syndicats ouvriers redoutent la perte d'emploi, nos sociétés ne sortiront pas de l'affrontement stérile entre leur "noyau productif" et les mouvements sociaux, laissant ainsi le champ libre à des solutions anti-sociales et populistes, les plus dangereuses.

Quatrième condition plus importante encore, celle du rapport entre la politique et l'expression des mouvements sociaux, démocratiques, écologiques

condition que ces pas nous fassent tous avancer dans la bonne direction. Mais sans que nous oublions l'urgence, comme le dit, José Luis Borges, "les idées les plus nobles, en vieillissant, deviennent féroces" ■

Guy HERMIER

Député

Vastes chantiers

L'ampleur des mutations de la société comme le bouleversement des expériences et des consciences qui caractérisent cette fin de siècle, ont littéralement changé la donne politique en

mieux. Cela peut laisser entrevoir une élection présidentielle plus ouverte qu'on ne s'y attendait. Mais ne nous faisons aucune illusion. La droite ne sera battue que si la gauche est en mesure de proposer, en liaison avec le mouvement social, une politique nouvelle, crédible, rompant avec les logiques néo-libérales de la droite comme avec les choix de "rigueur" du pouvoir socialiste après 1982. Il lui faut, en un mot, retrouver le sens de l'avenir.

Et du même pas définir les contours d'un rassemblement susceptible de relancer une dynamique de progrès. A l'évidence les clivages anciens, nés des fractures de 1917-1920, sont dépassés. Faut-il en consé-

quence se fixer l'objectif de construire un grand mouvement pour le progrès, qui rassemble toutes les forces du progressisme français. Cette perspective, dont on ne peut écarter l'examen pour le long terme, se heurte dans l'immédiat aux modes de structuration du champ politique français et aux questions concrètes qu'il pose.

Les partis traditionnels de la gauche se sont affaiblis ; ils n'ont ni tiré les leçons du passé ni engagé leur renouveau. Mais ils continuent d'occuper une place incontestable dans la vie politique française. Comment contribuer à leur dépassement sans accentuer la dévitalisation de la démocratie ? Attaché à l'idée communiste, je crois par exemple utile à toute la gauche de travailler à l'émergence d'une force communiste moderne qui dépasse la forme PC actuelle par une rupture radicale avec ses conceptions et modes d'être du passé.

Par ailleurs le champ de la radicalité sociale et politique, qu'occupait naguère pour l'essentiel le Parti communiste, s'est modifié. D'autres forces expriment aujourd'hui cette sensibilité alternative. Le drame est leur éparpillement, dont on a pu mesurer les conséquences désastreuses lors des élections européennes et qu'on risque fort de mesurer encore lors de l'élection présidentielle. Alors que tout devrait conduire la gauche alternative à se rassembler autour d'un projet et d'un candidat communs, comme contribution au rassemblement de toute la gauche pour une victoire sur la droite qui permette des avancées réelles, le Parti communiste et les Verts s'obstinent dans des logiques partisans et suicidaires. La question du rassemblement du courant d'alternative sociale n'en prend que plus de force. Elle constitue sans doute une dimension fondamentale et permanente de toute entreprise fondatrice.

Enfin, si les clivages anciens tendent à s'effacer, la gauche n'en reste pas moins diverse. Faut-il fonder ses sensibilités dans un même moule ou explorer les voies d'une nouvelle entente démocratique qui rassemble sans dissoudre, et prenne réellement en compte les bouleversements du champ politique, l'émergence de composantes progressistes nouvelles, la montée des aspirations citoyennes. La préparation des élections municipales peut être un terrain propice à un tel renouvellement. A condition de faire prévaloir une démarche citoyenne qui associe, hors de toute prétention hégémonique,

les partis politiques et les divers acteurs de la vie locale aussi bien pour l'élaboration des projets de ville que pour la constitution des listes.

Vastes chantiers, dont on ne peut, à mon sens, faire l'économie si on veut réussir, sous des formes qu'il est impossible d'anticiper, la refondation d'un espoir durable à gauche ■

L a crise algérienne.

q u e s t i o
a c t u e l l

Interview de **Sami NAIR**
pour Région Citoyenne
Propos recueillis par
Jean François DEBIENNE

Vendredi 14 octobre, au lendemain des importantes manifestations en l'Algérie, revendiquant la liberté culturelle pour les Berbères, nous avons recueilli le point de vue de Sami Nair. Il est professeur de Sciences Politiques à l'Université de Paris VIII et a publié "Lettre à Charles Pasqua de la part de ceux qui ne sont pas bien nés" aux Editions du Seuil,

en 1994.

Il ne s'agit ici que d'un point de vue dans une question aux multiples facettes. Nous nous attachons cependant dans les prochains numéros, d'aller plus loin sur cette question cruciale, car comment peut-on imaginer "une citoyenneté au delà de la Méditerranée, une barbarie en deçà" ?

RC : " Sami Nair, quelle analyse fais-tu des derniers soubresauts en Algérie, je veux notamment parler des manifestations Berbères ? "

Il a le plus grand mal à retrouver des repreneurs pour un club pourtant champion d'Europe, il peine à convaincre ses banquiers alors qu'il était le chantre du "gagner", il est invivable dans ses circonscriptions alors qu'il vient de s'installer à Marseille sans meuble, il serait le fils naturel d'un Président fort décrié en ce moment et pourtant il plaît ! Et pourtant la Mairie de Marseille lui semble promise... Ses quelques tracasseries judiciaires pourrait faire que sa destinée soit compromise. Cet article est une bonne mise... au poing !

Tapie : un nouveau sauveur pour Marseille ?

Patrick LACOSTE

Quel tremblement de terre ! En quelques semaines de campagne européenne, quelques mots simples, il est entré au centre du jeu : près d'un tiers des votants marseillais lui ont dit oui, aide nous ! Ils ont largué leurs anciens partis, leurs amours de naguère, pour lui accorder confiance. Ville populaire, Marseille est quelque peu sinistrée : un vrai laboratoire de

crise sociale et de la désagrégation politique, elle a adoré Sabiani, Defferre, des héros qui lui ressemblaient. Elle a cru, un court temps, en finir avec les cliques en élisant Robert P. Vigouroux en 1989 : ses cinq années de mandat sont celles d'un isolement croissant d'avec les forces vives de la cité - le travail, et d'une dépendance toujours plus grande des valets - la technocratie, vis-à-vis du pouvoir de l'argent.

Vigouroux en est réduit à courtiser la droite, mais son projet de "large partenariat", est dans l'impasse : il a tant perdu de son crédit populaire que Gaudin peut se moquer de ce "joueur de mandoline" ¹.

Décus par le monarque, les Marseillais, ses habitants, se sont donc dotés d'un nouvel "homme providentiel", séducteur, bateleur, médiatique et imprévisible, qui a toutes les chances, si la justice ne se met pas trop en travers, d'emporter les municipales de 1995. Qui est-il, qu'a-t-il fait pour mériter cela ?

Il est séduisant, il parle simple, il comprend les gens, il a des tripes;

passion, il faut aller dans le détail.

1. LE RAZ DE MAREE DES EUROPEENNES :

Un vote clair, massif, populaire, jeune

On a dit du vote Tapie que c'était un vote de "désarroi". Pourtant, rarement le sens d'un vote a été aussi clair : selon le sondage CSA de sortie des urnes, 31% de ses électeurs sont ouvriers, contre 7% pour Rocard; 19% ont moins de 25 ans. A Marseille, c'est un vote massif : 50% des inscrits qui s'expriment, c'est chiffre rare dans cette ville qui fait la grève du vote depuis quatre ans. Les 28% de Tapie, en moyenne, cachent de fortes différences sociales et spatiales : il fait 22% dans les arrondissements bourgeois du Sud et 33% dans les quartiers Nord; à l'inverse, Rocard fait 6% dans les quartiers Sud et 4% dans le Nord.

S'il y a encore un doute sur le caractère jeune et populaire de ce vote, on se contentera de citer les résultats de deux bureaux de vote des cités les plus populaires du 14^e : Tapie fait 45% à la

d'ailleurs, il vient du peuple : rien à voir avec cette gauche froide, calculatrice qu'on connaît trop. Marseille a déjà choisi.

Les seules questions qui vaillent d'être posées, à ce stade, c'est de comprendre, au-delà des clichés, sur quel terreau Tapie a poussé, ce qui a fait sa force. Et de choisir s'il faut s'en "accommoder", aller avec le vent, ou s'il faut tenter d'inverser le cours des choses, quitte à être à contre courant dans l'instant. Pour y répondre, sans

Busserine, 54% à Font Vert ! On a donc là non seulement un nouvel électoralat jeune, mais le report de l'électorat naturel de la gauche, déçu, sur un homme "neuf" : c'est un vote pour "changer".

2. LES RESSORTS DE LA MONTEE DE TAPIE :

Comment un homme qui a fait toute sa carrière dans la finance et les liquidations d'entreprises a-t-il pu devenir un emblème populaire ? Nous voyons à cela trois raisons principales :

L'homme politique Tapie a été légitimé, construit par la gauche :

L'affaire remonte loin : précisément au milieu des années 80, lorsque la gauche au pouvoir découvre les vertus du libéralisme, de la "culture de gouvernement" et cherche à réhabiliter "l'entreprise". Elle n'a pas beaucoup de porte-parole qualifiés pour faire cela, et va donc en chercher : un temps, on fera appel à Yves Montand, puis à ce fils du peuple à la réussite insolente, qui crève l'écran de la série "Ambitions" de TF1 en 1986² : la France découvre le "gagnant" Bernard Tapie, qui présente en outre l'avantage de soutenir la gauche en tenant un discours libéral, tout en proclamant "je ne suis pas socialiste"³.

Fort de ses succès médiatiques, il deviendra un instrument privilégié de l'"ouverture au centre" des socialistes.

Le soutien de l'Elysée ne se démentira jamais, ni dans les promotions (comme Ministre de la Ville), ni dans l'adversité. Chacun se souvient de cette tendre image: la main de Jack Lang, premier de la classe du Mitterrandisme, sur l'épaule de Tapie, devant les caméras, le jour de la première levée de son immunité parlementaire dans l'affaire Valenciennes-OM : pouvoir des images, complexité des réseaux de F. Mitterrand⁴.

Dans notre région, si promptement à rejeter les "parachutés", le nid a été creusé par les mêmes : c'est G. Defferre qui l'a appelé en 1986 à la tête de l'OM, c'est l'Elysée qui l'a intronisé candidat député en 1988, c'est P. Mauroy qui l'a imposé aux socialistes tête de file aux Régionales de 1992, c'est le PS encore qui l'a soutenu aux Législatives de 1993. Le PC, qui jusqu'en 1993 dénonçait le milliardaire affairiste" a retiré son candidat au second tour des Législatives, puis à nouveau aux Cantonales de Mars 1994, brouillant ainsi définitivement la cohérence de son discours.

Ainsi labelisé comme "homme de gauche" par les chefs de la gauche institutionnelle, Tapie, fort de ses coups de gueule anti Front national, n'a pas hésité à présenter aux Cantonales de Mars 1994 des candidats principale-

ment contre les sortants du PS et du PC, et à rafler la mise pour son propre compte. la voie était alors ouverte pour les Européennes, sans compter l'avantage pour l'Elysée de jouer Tapie pour affaiblir Rocard. L'Histoire se venge toujours des petits calculs à court terme : Tapie et la gauche, c'est l'histoire du requin qu'on élève dans son aquarium pour attirer le public et qui un jour vous mange la main.

Les meilleurs agents électoraux de Tapie : le Fisc, les juges et Fournet-Fayard.

Pour les Marseillais, l'affaire est claire. Paris en a toujours voulu à Marseille et tout est bon contre elle : le "complexe marseillais", qui a quelques fondements de poids dans l'histoire, a transformé l'avalanche judiciaire contre Tapie en autant de bulletins de vote. Plus la bourgeoisie tente de se venger de s'être laissé encanailler par cet homme (comme le Crédit Lyonnais le montre par sa "rigueur" de fraîche date), plus elle le rachète aux yeux des Marseillais d'avoir voulu jouer dans la cour des grands du capitalisme. L'acharnement du Fisc sur le Phocéa, des juges sur l'OM, du Crédit Lyonnais sur les meubles, etc..., n'a qu'un effet ici : transformer Tapie en "victime" des "gros", des puissants. Et qui ne se réjouit pas, dans ce pays, de ce quelqu'un résiste aux puissants ? Les martyrs ont toujours l'oreille du peuple.

Dans les affaires de l'OM, la hargne et les incohérences de la fédération Française de Football, la volonté manifeste de ses dirigeants de "shooter" Tapie lui ont donné un véritable statut de Robin des Bois. En rétrogradant l'OM en deuxième division, Fournet-Fayard s'est fait malgré lui le meilleur agent électoral de Tapie/

"Interdire le chômage des jeunes" : une campagne européenne claire

Le profil du message de Tapie, lors de la campagne des Européennes, est net : il est pour "plus d'Europe", pour le fédéralisme, mais ne fait pas réellement campagne sur cette question. Le discours est en fait centré sur la situation intérieure : sur le Front National, il confirme le discours clair, antiraciste,

qu'il a toujours tenu, même quand la gauche vacillait. Vis à vis du chômage, le pavé qu'il a lancé lors de l'émission de Michel Field, pendant le mouvement de la jeunesse contre le C.I.P., produit ses effets : "interdisons le chômage des jeunes" ! Quelle différence d'avec Rocard, que Baudis met mal à l'aise sur la question des 35 Heures !

Il a un parler direct : il a compris la distance entre le "peuple" et ses représentants, la haine des jeunes pour la langue de bois et les apparatchiks. Il utilise cela à merveille : il est l'homme neuf, hors des partis, il n'a pas la pesanteur des "réalités" de gauche en quête éternelle de respectabilité devant les banques. Maintenant que les chefs de la gauche l'ont légitimé comme "libéral populaire", il peut se permettre d'utiliser leurs renoncements pour les doubler... sur la gauche.

A Marseille, un des berceaux du FN, 20% de chômeurs, le discours est encore plus net. Son tract central de campagne dit ceci : "imaginez une ville qui gagne parce qu'ensemble nous déclarons la guerre au chômage. Une ville de l'emploi, pas de la technocratie. Une ville riche de ses différences, plus solidaire, plus offensive."

Or qui trouve-t-il pour lui répliquer sur ce terrain ? Pas la droite ! C'est Martine Aubry qui déclare "ça m'inquiète quand on dit aux gens qu'il y a des solutions miracle..."⁵ et le traite de "populiste", sous prétexte qu'il avance une idée qui plaît au "peuple". Or si la formulation de Tapie n'a pas de sens d'un point de vue économique (parce que Tapie n'indique aucun moyen sérieux pour arriver à ce résultat), elle a un sens social : elle fait ressortir l'évidence que le chômage est absurde, qu'on ne peut continuer ainsi. Un emploi pour chacun, c'est bien ce que veut la jeunesse, comme elle l'a montré en détruisant le C.I.P. de Balladur, et une nouvelle fois aux élections européennes en votant Tapie.

L'injure "populiste"

Qu'est-ce que le populisme ? La démagogie ? Est-ce le mélange des genres entre politique, argent et football ? Tapie utilise la notoriété de l'OM, les slogans du football et les clubs de foot

comme relais et arguments électoraux. Il joue sur l'affectif, le rêve, en ce sens, il marche sur les traces du général Boulanger, un des premiers "populistes" de l'ère moderne. En ce sens, la "méthode Tapie" est incontestablement "populiste". Mais cette voie, n'est-ce pas un ténor de la social-démocratie, Pierre Mauroy, qui l'a tracée, lui qui déclarait aux caméras de TF1, en intronisant Tapie chef de file pour les Régionales de 1992, que "tout ce qui est bon pour l'OM est bon pour Marseille" ?

Depuis le raz de marée des élections européennes, chacun prétend faire barrage au populisme : R.P. Vigouroux veut être un "rempart" et en appelle à un "large partenariat politique"... avec la droite contre cette "menace". J.C. Gaudin veut faire un "Front contre l'illusionniste" ⁶, bref chacun s'y met. Mais ces pourfendeurs du populisme, tant de droite que d'une gauche perçue comme une "bourgeoisie rose", comme le "gang des R 25", sont-ils bien placés pour ce faire ? Ce n'est pas le mélange douteux de l'argent et du rêve que critiquent les pourfendeurs du "populisme", c'en sont les aspects populaires. Dans l'adjectif "populisme", il y a les mots "peuple" et "populaire" : n'est-ce pas dans le vide que la gauche a creusé entre elle et les couches populaires que Tapie s'engouffre, avec ses solutions à l'emporte-pièce, mais qui font mouche ? Le qualificatif de "populiste" comme devant résumer Tapie nous semble donc faux : ce n'est souvent qu'un alibi pour continuer à soumettre les politiques publiques à la loi du marché. Comme dit Bertrand Poirot-Delpech ⁷ : "le spectre d'un populisme grandissant aide à asseoir le pouvoir des bureaux et à réhabiliter une langue de bois dont le creux mensonger éclate de plus en plus".

3. UN "HOMME D'AFFAIRES" DONT LE PASSE SE PORTE GARANT DE L'AVENIR

Un homme d'affaires particulier

Peu le voient en Président de la République, mais beaucoup lui donneraient la Mairie de Marseille. Cela mérite, qu'au delà de la gestion de l'OM, qu'il a entraîné dans une spirale financière vertigineuse, on revienne sur

son passé. Car ce passé est particulier, même dans le monde des chefs d'entreprises : il représente une variété de patrons qui ne gèrent pas, ne créent pas. Toute sa "fortune" est faite sur le dépeçage d'entreprises au bord de la faillite, selon une technique simple, rodée à la liquidation de Manufrance. Christophe Bouchet ⁸ en décrit bien les étapes : racheter l'entreprise pour le franc symbolique, en découper les bouts revendables (le foncier et les noyaux à rente technologique) pour les racheter en son nom à bas prix, racheter au rabais les créances des anciens propriétaires, puis couper les "branches pourries". Quand le terrain est "assaini", Tapie revend les créances et le foncier avec un fort bénéfice. Ce processus aboutit à un paradoxe : Tapie dépouille les riches et fait sa fortune sur leur dos.

L'homme aux 5 000 licenciements

Il a aussi un prix, pour les salariés : celui des milliers de licenciements qui ont accompagné les liquidations. Bouchet n'a jamais été démenti lorsqu'il a décompté une balance de 4 729 suppressions d'emplois dans la quinzaine de raids qu'a opérés Tapie : citons les moins 1 250 de Wonder, les 1 200 d'Adidas, les 400 de Paccard, les 290 à la Vie Claire et les 530 de Teraillon, dont la production a été délocalisée en Extrême Orient. 5 000 familles qui ne sont pas dans le lot des "gagnants".

C'est ce capitalisme carnassier qui, pour nous, se porte garant de l'avenir : ce que l'homme sait bien faire, c'est redresser financièrement une entreprise au prix de lourdes pertes humaines.

Travailler 6 jours sur 7 ?

C'est dans les solutions pour "interdire le chômage" que Tapie est inconséquent, démagogue, car il ne propose aucune solution sérieuse pour arriver au plein emploi. Aux "35 heures sans perte de salaire" il oppose "la semaine de six jours", entendue comme "six jours d'utilisation des équipements". Citons le : "Quand on dit aux gens qu'on réduit le temps de travail et on crée la richesse qu'il faut pour qu'il y ait de l'emploi, c'est un raisonnement qui ne tient pas debout" ⁹. Sa semaine

de six jours rejoint les initiateurs de droite de la proposition Lamassoure de "32 heures" (payées 32) l'hiver dernier, qui consistait à généraliser le travail de nuit et en honoraires décalés, c'est-à-dire à déstructurer les rythmes de vie de millions de salariés.

L'austérité pour les Marseillais ?

Parfois, le merveilleux manipulateur de médias en dit un peu trop : comme ce soir du 28 Mars 1994 où il conquiert le canton de la Belle de Mai, vieux fief populaire et ex bastion du PC, que même Defferre n'avait pas réussi à réduire. Le journaliste lui demande : "alors, maintenant, vous êtes candidat à la Mairie ?" et lui de répondre, contre toute attente : "Je ne sais pas, je vais prendre un mois de réflexion: je ne suis pas sûr que les Marseillais soient conscients des sacrifices qu'il faudra faire pour remettre cette ville à flot" ¹⁰. Faire des sacrifices, travailler plus : tout est dit.

Faisant fi du caractère de surproduction de la crise économique, de la croissance de la productivité du travail, qui même dans la timide reprise économique annoncée va continuer à réduire le nombre d'emplois, l'orientation de Tapie n'est pas de "travailler moins pour travailler tous", mais de "travailler plus pour sortir de la crise". Cette partie du discours, ce fond de croyance libéral, n'est pas visible des masses, bien que ce soit le fond des réponses de Tapie. Mais elle devrait être suffisante pour éclairer ceux qui prétendent "influencer" Tapie.

Les "gagneurs", c'est l'anti-solidarité

Les "gagneurs", les battants, c'est ceux qui s'en sortent mieux, ceux qui courent plus vite que le voisin pour décrocher le mat de cocagne : cette idéologie de V.R.P. est une constante du discours de Tapie. Elle fait rêver, et à ce titre, mérite qu'on en analyse le sens : pour un gagnant, il y a toujours beaucoup de "perdants", et pour un battant, beaucoup de laissés pour compte. Cette idéologie, c'est celle du "seul contre tous", celle du "struggle for life", de la lutte de tous contre tous, de "l'homme est un loup pour l'homme". Ce qui

motive la démarche des battants, c'est l'individualisme, c'est l'"enrichissez-vous" du libéral Guizot. Cela s'oppose totalement à toutes les démarches collectives du mouvement social, au mutualisme, à la solidarité de voisinage, de bureau, de quartier : c'est l'ant-solidarité. Cette idéologie est archaïque, bien que dans l'air des années 80 qui a vu la gauche "réhabiliter l'entreprise" et le pseudo "socialisme réel" s'effondrer. Ce "libéralisme populaire" est même en retrait de l'"étatisme" de C. Pasqua, qui a pris en compte, dans son projet d'aménagement territoire, la nécessité du "retour de l'Etat" pour limiter la désagrégation des territoires.

5. FAUT IL "FAIRE AVEC" TAPIE ?

La question est déjà résolue par les raliés qui se sont précipités pour l'"aider", comme, nombre d'entre eux s'étaient - déjà - empressés derrière R.P. Vigouroux au Municipales de 1989. Pour ne pas salir cette revue, on ne les citera pas, mais ils sont nombreux. Outre les élus, les appareils des partis sont globalement acquis à une alliance, qui au premier tour (l'essentiel de celui du PS), qui au second (celui du PC, qui se contenterait, modeste, de la Mairie du 8° Secteur) : ce sont des "réalistes" en politique, c'est-à-dire qu'ils ne voient pas plus loin que leur réélection.

Mais il se trouve aussi des militants associatifs ou politiques, qui se demandent honnêtement si l'on ne pourrait pas "discuter programme" avec Tapie, voire "construire un rapport de forces" à l'intérieur de son cercle. Ceux là oublient, qu'avant tout, Tapie est un joueur, capable de raconter n'importe quel mensonge avec affront : qu'on se souvienne du "j'ai créé 10 000 emplois !" à l'émission précitée de M. Field, et de négociations en sous-main avec le Front National pour assurer son élection ¹¹. Sont ils prêts à faire un "pari" sur un imprévisible aventurier ?

Qu'ils regardent quelles sont les forces organisées derrière Tapie : le MRG ? Certes, ce cadavre de la Quatrième République fut périodiquement ressuscité par le PS pour "ratisser des voix à droite" à la veille d'échéances électo-

rales. Il a certes des "dirigeants", mais pas d'adhérents, si ce n'est quelques élus socialistes ou écologistes qui quittent des navires en perdition pour une place plus sûre : c'est une coquille vide. Beaucoup de voix, ça compte : mais est-ce que cela fait du MRG - Radical, une force, un "parti" ? Il faut tout l'époustouffant cynisme de l'appareil du PC pour découvrir le soir du 1° tour des Cantonales "une nouvelle force politique de gauche" ¹² ; quitte à s'excuser, comme le fait R. Hue, devant la drôle d'allure que prend le "Pacte Unitaire de Progrès", du fait que "ce n'est pas nous qui choisissons les dirigeants du MRG".

Les vraies forces organisées, ce sont les "réseaux" autour des caciques Emile Loo, Marius Masse et quelques autres, autrement dit ce que le "socialisme" marseillais a produit de plus claniste, de plus clientéliste, de plus corrompu dans le fonctionnement des pouvoirs locaux. Ce réseau là est prêt et expérimenté. Il ne partagera pas le pouvoir avec des amateurs associatifs qui voudraient "gauchir" Tapie. Que ceux qui voudraient le tenter, méditent la triste leçon des années Vigouroux : Tapie n'est pas de notre monde, et il est encore plus "indépendant" des forces sociales populaires que ne l'était le "socialiste non sectaire" Vigouroux au début de son mandat.

Un recul démocratique

Le jeu de l'affectif, l'idéologie libérale du "gagneur", le "je vais vous sortir de là", c'est avant tout la promesse d'une formidable régression démocratique. La personnalisation de la politique, l'appel plébiscitaire à la confiance en un sauveur suprême qui va "t'en sortir à ta place", qui s'adresse aux "gens" via la TV, par dessus tous les réseaux organisés, associations ou partis, c'est la mort du débat politique. En ce sens, le parallèle avec Berlusconi (lui-même fils de la social-démocratie), est pertinent, dans ce curieux mélange d'archaïsme, de rêve et de modernisme. C'est annonciateur de lendemains douloureux car cela ne peut qu'encourager le recul de l'auto-organisation et se retourner contre ceux qui y ont contribué. sa prise de pouvoir dans la ville représenterait une nouvelle étape de la désagrégation du social : ce n'est pas

simplement un risque de suicide pour ce qui reste de vivant dans les partis de gauche, mais un risque pour l'ensemble du mouvement social et la ville elle-même.

En ce sens, le dépassement de la vague Tapie se confond avec le combat de la refondation d'une gauche qui retrouve ses racines, rompt avec le libéralisme et les logiques d'appareils et retrouve les voies de la citoyenneté sociale ■

1 *Le Provençal*, 5 Septembre 1994.

2 Jeanne Villeneuve, "Le mythe Tapie, chronique des années 80", *La Découverte*, 1988.

3 *Pour rire un peu, on peut parcourir "Gagner", autobiographie de Bernard Tapie ("je suis un libéral")*.

4 dont on apprendra beaucoup dans "La Part d'Ombre", d'Edwy Plesnel, Edition Folio.

5 *Le Monde*, 10 Mai 1994.

6 *Le Provençal*, 7 Octobre 1994.

7 *Le Monde*, 21 Juin 1994.

8 Christophe Bouchet, "L'aventure Tapie" (1992) et "Tapie, l'homme d'affaires", Seuil 1994.

9 *Le Monde*, 31 Mai 1994.

10 *Le Provençal*, 29 Mars 1994.

11 *Le Canard Enchaîné*, 31 Août 1994.

12 *La Marseillaise*, 23 Mars 1994.

comité de parrainage

Sami NAIR, Professeur de Sciences Politiques à l'université de Paris VIII
Guy BLANC, Chirurgien hospitalier à Gap, Conseiller Général des Hautes Alpes
André ASCHIERI, Maire de Mouans Sartoux, Conseiller Régional
Christian MARTIN, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes,
Conseiller municipal de Draguignan (Var), Premier Secrétaire de la Fédération Socialiste du Var
Jean Louis BIANCO, Ancien Ministre, Conseiller Général des Alpes de Haute Provence, Conseiller Régional
Dany COHEN, avocat
Pierre BROUÉ, historien, biographe de Léon Trotsky
Michel ROLAND, Maire de Valbonne Sophia Antipolis (Alpes Maritimes), ancien dirigeant de la CFDT
Jean Paul DELEAGE, Professeur d'Université, Directeur de la Revue "Ecologie Politique"
Sala BARIKI, Directeur de Radio
Gérard FILOCHE, Inspecteur du Travail à Paris, Comité de Rédaction de la revue "Démocratie et révolution"
Jacques BENTZ, Professeur de Sciences Politiques à l'Université Aix-Marseille III
Jean VIARD, sociologue au CNRS, Directeur des éditions de l'Aube
Christian OPPETIT, membre de Marseille Alternative
Etienne BASTIDE, Journaliste
Charles FITTERMAN, Ancien Ministre, Maire de Tavernes (Var)
Saïd BOUKENOUCHE, Directeur de Radio

à paraître dans les prochains numéros

Agora ou démocratie factice : les Etats Généraux de Marseille par Fatima NACER
Services publics et citoyenneté par la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen
De la citoyenneté européenne à la citoyenneté locale par Philippe LANGEVIN
Bilan de la privatisation des cantines scolaires à Marseille par Bernard FILIPPI
Corruption et démocratie dans le Var par Christian MARTIN
Pouvoirs et démocratie dans Marseille par Patrick LACOSTE
Les 2° Assises de la Citoyenneté par Olivier DULUCQ
Simone Veil et Martine Aubry en visite dans la ZUP par SHEBBA
Les 2° rencontres de la citoyenneté dans le 11° et 12° par Paul PICIRILLO
Livre blanc des lois Pasqua par Dany COHEN
Technopole de l'Arbois, comprendre les enjeux par Gérard PERRIER et Bernard LAGUNE
Lettre ouverte aux biens logés par Philippe DIEÛDONNE
Ca va péter : un choc salutaire tous les trente ans par Bernard MOREL
Les étrangers en PACA par Christian BRUSCHI
et bien d'autres...

DROIT DE REPONSE

6 pages vous seront réservées à chaque numéro pour vos textes, vos réactions, vos dessins, vos photos.

C'est cela aussi une revue citoyenne, vous donner une large place pour enrichir ou susciter le débat.

On a dit que la presse d'opinion était moribonde, voire morte, vos écrits doivent nous aider à prouver le contraire !

Trimestriel n° 0
Décembre 1994
Association pour une région
Citoyenne
BP 2074 , 13203 Marseille Cedex 01

Directeur de la publication : Patrick LACOSTE

Comité de rédaction :
Dominique BARTHE,
Christian BRUSCHI,
Jean-François DEBIENNE,
Olivier DULUCQ,
Mario FABRE,
Bernard FILIPPI,
Alain FOUREST,
Guy HERMIER,

Samy JOSHUA,
Patrick LACOSTE,
Philippe LANGEVIN,
Nabil Ben M'RAD,
Bernard MOREL,
Fatima NACER,
Gérard PERRIER

Secrétariat de rédaction :
Karine CANGIANO

Conseiller artistique :
François SORAGNA

Imprimerie : La Garde

Numéro de commission paritaire :
en cours.

A vous,

*Sortie de l'âge des révolutions, la gauche ne doit pas entrer dans celui
des résignations.*

*Elle est tellement décomposée qu'elle est à réinventer, imaginer, recréer,
pas tant pour resservir le tête à tête infernal entre la droite et la gauche.*

Nous sommes là de ces scènes entre vieux époux...

*Il nous faut cultiver l'idée d'une participation collective à la chose
publique et travailler notre esprit critique plus l'enthousiasme pour
l'avenir.*

*C'est ce que, modestement, nous recherchons à travers Région
Citoyenne. Ce n'est que son premier numéro mais il y a déjà tellement
d'envie, de désir, de travail.*

*A vous d'écrire, de réagir, de critiquer, de dessiner, caricaturer, réfléchir,
d'acheter et de conseiller...*

*Souvent les mots se perdent comme les fleuves dans la mer, peu suivis
d'effets et immédiatement submergés par d'autres.*

Remontons le courant !

a b o n n e m e n t

4 numéros de Région Citoyenne : 120 Frs.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Abonnement de soutien : 200 Frs ou plus.

Montant versé le : .../.../...

A renvoyer à : Association pour une région Citoyenne.

B.P. 2074

13203 Marseille Cedex 01